

Laurent POTVIN (1920-)

Frère mariste

(2010)

"Quarante ans après la Crise d'Octobre 1970."

[Jean-Paul Desbiens et la Crise d'Octobre 1970.]

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de: "Les classiques des sciences sociales"

Une bibliothèque numérique fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Laurent POTVIN [1920-]

"Quarante ans après la Crise d'Octobre 1970."

[Jean-Paul Desbiens et la Crise d'Octobre 1970.]

Château-Richer, Québec, 11 novembre 2010, 14 pp. Texte inédit publié dans Les Classiques des sciences sociales.

[Autorisation formelle accordée par l'auteur le 11 novembre 2010 de diffuser cet article dans Les Classiques des sciences sociales.]



Courriel : laurentp441@hotmail.com

Polices de caractères utilisée : Comic Sans, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5" x 11")

Édition numérique réalisée le 14 novembre 2010 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

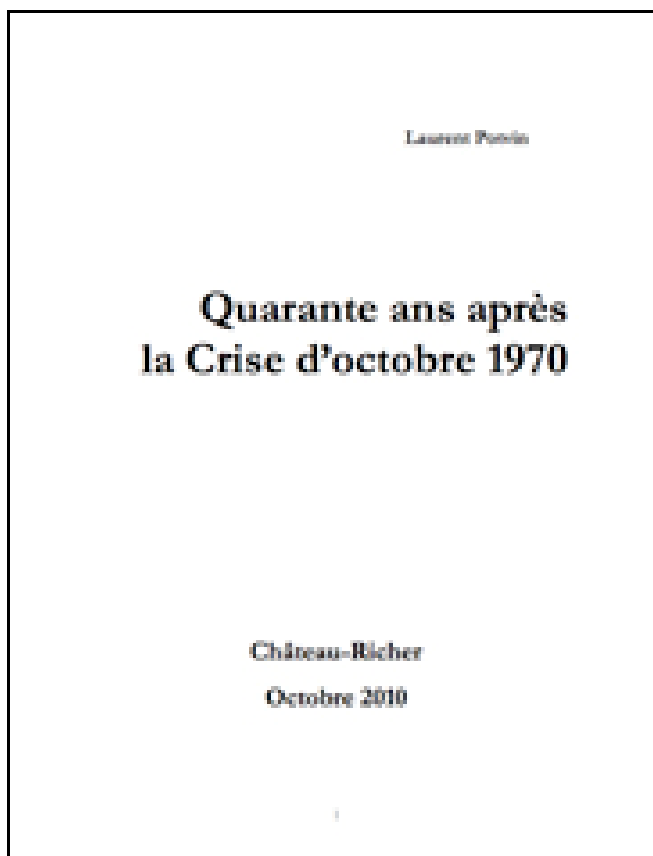


Laurent POTVIN

Frère mariste

"Quarante ans après la Crise d'Octobre 1970."

[Jean-Paul Desbiens et la Crise d'Octobre 1970.]



Château-Richer, Québec, 11 novembre 2010, 14 pp. Texte inédit
publié dans Les Classiques des sciences sociales.

Table des matières

[Jean-Paul Desbiens, journaliste à La Presse](#)

[À propos de l'éditorial du 6 octobre 1970](#)

[Jean-Paul Desbiens sous la protection de la Police](#)

[Faut-il démissionner de La Presse?](#)

[En 2010, Internet nous fait revivre ces moments de crise](#)

[4 documents de première importance](#)

- A. [Premier document](#) : éditorial publié le 6 octobre 1970, Le terrorisme
- B. [Deuxième document](#) : Terrorism
- C. [Troisième document](#) : De l'assassinat de Pierre Laporte
- D. [Quatrième document](#) : On the assassination of Pierre Laporte

Cette crise se produisit à peine six mois après que Jean-Paul Desbiens soit devenu rédacteur en chef de La Presse, à Montréal.

Quarante ans
après la Crise d'Octobre 1970

1

Jean-Paul Desbiens, journaliste à *La Presse*

[Retour à la table des matières](#)

Voici, en résumé, la carrière de ce journaliste. Le 6 avril 1970, il devient chef de l'éditorial de La Presse. Il écrit son premier éditorial le 21 mai 1970 et, le 22 mai 1970, les lignes de départ. Il publie son dernier éditorial le 27 octobre 1971. Il démissionne de La Presse le 10 février 1972.

Comme on peut s'en rendre compte ici, sa carrière à La Presse fut plutôt brève. En ce qui concerne sa démission, en 1972, ne faudrait-il pas voir dans la crise d'octobre 1970 comme un effet à retardement que cette crise qu'il a vécue intensément ? Nous avons discuté ensemble de la possibilité qu'il envisageait de démissionner de cette charge quelques années plus tard. Il me demandait en cela un simple conseil. Il m'avait longuement exposé ses raisons pour demeurer en poste et celles qui l'incitaient à donner sa démission. Je lui ai tout simplement affirmé alors que, dans les circonstances, il avait toute liberté de prendre seul la décision de son choix.

Il a décidé de donner sa démission à La Presse le 10 février 1972. Elle a été acceptée. Sans doute, avait-il le loisir de discuter de tout cela avec les premiers responsables de ce journal. Il quittait donc ce journal en bons termes avec les premiers responsables. Par la suite, en 1986, ce journal prestigieux lui a demandé d'assurer une chronique hebdomadaire. Du 10 septembre 1986 au 21 juin 1989, il assura une chronique hebdomadaire, une participation fort appréciée par les lecteurs.

Certains éditoriaux de Jean-Paul Desbiens méritent de figurer avantageusement dans une sorte d'anthologie d'éditoriaux de nos journaux québécois. Nous pouvons aussi formuler la même remarque concernant ses chroniques. Les responsables de la formation journalistique de nos futurs journalistes auraient avantage à exploiter certaines de ces pièces qui peuvent être présentées aux étudiants comme des réussites dans leur genre.

Quarante ans
après la Crise d'Octobre 1970

2

À propos de l'éditorial du 6 octobre 1970

[Retour à la table des matières](#)

Ce n'est pas le lieu d'entrer ici dans les détails concernant cette crise. Je vous réfère aux études abondantes qui existent à ce sujet. Cette année même, 2010, quarante après cette crise, de nouvelles études sont venues récemment préciser certains aspects de ces moments pénibles pour notre démocratie.

Jean-Paul Desbiens, il ne faut pas l'oublier, a vécu très durement la crise d'octobre 1970. Peu près la crise et la fin des mesures de guerre, il m'a téléphoné. Il voulait absolument me rencontrer à Montréal même. Je m'y suis rendu un samedi. J'ai pu voir les lieux où il habitait dans un grand ensemble. Le lendemain, un dimanche, nous sommes allés à la messe à St-Jacques ensemble. Puis nous avons dîné à un restaurant des environs, un restaurant paisible qu'il connaissait bien. Pendant quelques heures, dans ce milieu calme, il m'a parlé longuement de ce qu'il venait de vivre durant ces semaines.

Quarante ans
après la Crise d'Octobre 1970

3

Jean-Paul Desbiens sous la protection de la police

[Retour à la table des matières](#)

La Gendarmerie royale avait été chargée de sa sécurité après la parution de son éditorial ferme exposant en termes clairs sa prise de position devant cette crise. Des réactions contre sa personne étaient sans doute à craindre en réaction à son écrit. Et quand vous apprenez par la police que votre vie est en danger, cela n'est pas sans vous causer quelques inquiétudes... Tout en prenant les choses bien en mains, les mesures de guerres créaient un climat d'inquiétude surtout auprès de ceux qui avaient dû s'exprimer par écrit dans des éditoriaux sur ces événements tragiques, comme La Presse et Le Devoir. Jean-Paul Desbiens devait s'effacer, se mettre en sécurité. Où est-il allé dans ce but ? Je ne le sais pas. Dans un grand hôtel, en s'inscrivant sous un faux nom ? Dans un monastère, comme St-Benoît-du-Lac plus probablement ? Pendant combien de temps ? Je ne lui ai pas posé non plus cette question. Peut-être avait-il reçu le conseil de ne pas préciser de tels lieux de retrait. Il devait sans doute attendre des ordres de la

police qui le protégeait. Mais tout cela lui a paru long, très long et très dur à supporter !

Il n'a pas jugé, à ce moment-là, opportun de me communiquer certains détails. Et je ne voyais pas non plus, pour ma part, la nécessité d'en connaître davantage pour mon travail.

L'impression générale que notre longue rencontre m'a laissée : Jean-Paul Desbiens avait été profondément secoué par cette crise politique à laquelle il avait été mêlé de par ses fonctions de journaliste.

Lors de cette même rencontre, il me fit part de la lourdeur de sa tâche...de l'inquiétude que lui causait parfois l'heure de tombée...Sur la fréquence des éditoriaux qu'il devait fournir...

Quarante ans
après la Crise d'Octobre 1970

4

Faut-il démissionner de *La Presse* ?

[Retour à la table des matières](#)

Cependant, il tenait à me faire savoir qu'il aimait bien sa tâche tout en la trouvant lourde, et même « inquiétante », après cette crise d'octobre. La position ferme adoptée alors à la Presse était bien la sienne, mais il est possible que d'autres personnes, à leur niveau, aient pu intervenir pour le conseiller en cela. La position prise par La Presse était bel et bien la sienne... comme sa signature de l'éditorial en faisait foi!

Il décida de demeurer au poste !

Quarante ans
après la Crise d'Octobre 1970

5

En 2010, Internet nous fait revivre ces moments de crise

[Retour à la table des matières](#)

Internet nous donne aujourd'hui encore accès au texte de cet important éditorial. La critique du texte : le style de l'auteur, la forme d'argumentation, le vocabulaire, la phraséologie...tout cela nous permet de reconnaître que l'auteur est bel et bien Jean-Paul Desbiens.

Il se prononçait pour LA LOI ET L'ORDRE. Qui le lui reprocherait? Nous vivons dans un pays civilisé! Et la vie des citoyens, de tous les citoyens doit être respectée! Le terrorisme est une solution d'un autre âge!

Le journalisme anglais a pu offrir à ses lecteurs la traduction de l'éditorial de Jean-Paul Desbiens. C'est sur Internet que nous avons accès à ces quatre documents que je livre ci-après. Que l'éditorial ait été traduit en anglais pour être disponible afin de pouvoir être publié afin de rassurer le reste du pays est un procédé excellent.

Quarante ans
après la Crise d'Octobre 1970

6

4 documents
de première importance

[Retour à la table des matières](#)

Voici 4 documents de première importance

Nous sommes à même de vous offrir ci-après quatre documents puisés sur Internet concernant la crise d'octobre 1970 tout en précisant la pensée exacte de Jean-Paul Desbiens à ce sujet.

A- Premier document l'éditorial du 6 octobre 1970

"Le terrorisme"

[Retour à la table des matières](#)

"À l'heure qu'il est, chacun sait qu'un attaché commercial britannique a été kidnappé par quatre hommes qui se réclament du Front de Libération du Québec (FLQ). Le FLQ a fait connaître à quelles conditions il libérerait le diplomate: publication du manifeste du FLQ dans les journaux ; versement d'une somme de \$500,000; réengagement des « gars de Lapalme » ; libération de douze [sic] prisonniers «dits politiques»; révélation du nom de la personne qui a permis le démantèlement d'une cellule du FLQ.

"On peut imaginer n'importe quelle autre condition: la liste est ouverte. On peut imaginer aussi n'importe quelle autre victime. Une fillette ferait très bien l'affaire: ça émouvrait les tripes sensibles.

"Voilà bien pourquoi il est clair que ni le gouvernement municipal, ni le gouvernement du Québec, ni le gouvernement fédéral ne doivent céder, de quelque manière que ce soit, à ce chantage. Je veux bien qu'ils paraissent céder, à condition qu'ils soient assurés de mettre la main sur les auteurs de cet attentat. Mais ils ne doivent d'aucune façon céder sur le fond à ce chantage. Nous l'avons déjà écrit à propos des bombes qui ont éclaté dans la nuit du 30 au 31 mai dernier, et nous le répétons : il y a quelque chose de plus vil que de faire du chantage; c'est de céder au chantage.

"Si l'on objecte qu'il y a une vie d'homme en cause, il faut répondre que la comptabilité terroriste ne s'embarrasse pas des vies d'homme, et que céder maintenant, c'est s'engager à payer plus tard le prix ab-

solu: des milliers de vies d'homme et l'existence même de la société où nous vivons.

"Je ne suis pas particulièrement en amour avec cette société ; plus justement, je devrais dire que je ne suis pas particulièrement en amour avec cette civilisation; il reste que je n'en suis pas le gardien élu. Les gardiens élus de cette société ne peuvent pas s'aventurer dans la voie des concessions au terrorisme. Ils feraient mieux, s'ils ont le goût de concéder quoi que ce soit, de céder tout de suite le pouvoir au FLQ. On sait bien qu'ils ne le feront pas. On ne voit d'ailleurs pas comment le FLQ pourrait prendre la relève. Le choix des gardiens de la société est donc clair: la maintenir; l'administrer. Que le meilleur l'emporte!

"L'exemple de ce qui vient de se passer en Jordanie est probant: le roi Hussein est le seul de tous les chefs arabes à avoir reconnu, sur son territoire, un pouvoir parallèle: celui des Palestiniens. Il a essayé de négocier avec eux; il a essayé de limiter leur pouvoir ; mais à la fin, il a bien fallu que ces deux pouvoirs s'expliquent. À ce jour, cela a donné entre dix et vingt mille morts (quand c'est loin, on ne compte pas à l'unité près), et ce n'est pas fini.

"Quelque vingt ans auparavant, Ben Gurion, chef israélien, avait donné l'ordre de couler un navire transportant des armes qui lui auraient été fort utiles dans sa lutte, à cette époque. Il a cependant donné l'ordre de couler le navire en question, dans l'idée de refuser toute espèce de reconnaissance à un pouvoir parallèle. C'est ainsi que l'on gouverne quand on se mêle de gouverner, et surtout quand on se fait élire pour gouverner.

"Les terroristes demandent la 'dénonciation' de la personne qui a permis le démantèlement d'une cellule du FLQ. On peut imaginer que si jamais le nom de cette personne était connu, elle n'aurait plus qu'à numéroter ses os. Il n'est d'ailleurs pas prouvé que dénonciateur il y a. La police a peut-être tout simplement fait son travail de police. Il est amusant de parler de la police en cette veille du glorieux anniversaire

du 7 octobre montréalais. Longue vie aux grèves dans les services publics!

"Les terroristes demandent aux journaux de publier leur manifeste. Tous les journaux l'ont reçu. À notre connaissance, un seul l'a reproduit : c'est un journal qui se spécialise dans les faits divers, avec, de préférence, le sang à la Une, et dont les journalistes ne sont pas syndiqués. On peut déduire aussi quelle serait la 'liberté de l'information' sous le règne du FLQ : publiez ou ne publiez pas ceci ou cela ou bien je tue.

"Je maintiens que je préfère toujours le bandit classique à cette bande de hors-la-loi prêts à utiliser n'importe quel moyen pour atteindre leur fin, leur fin étant d'exercer un pouvoir sans loi sur un coin quelconque de cette Planète. C'est que les terroristes 'ont des études' et qu'ils peuvent donc envelopper leurs crimes dans un jargon idéologique. Cela leur donne, vis-à-vis d'une certaine pensée sociale abstraite et irresponsable, le prestige de la respectabilité. Au nom de cette respectabilité, ils ambitionnent de soumettre des hommes à leur volonté.

"Il importe malgré tout de garder le calme. Personne ne peut venir à bout d'un peuple malgré lui. La force des terroristes réside dans la complicité avec la population. Cette complicité n'existe pas ici. Il y aura encore des actes de terrorisme, mais le terrorisme ne prend pas racine dans notre population. Il demeure un phénomène marginal.

"Quand les terroristes seront coffrés, ils auront un procès selon les lois qui nous gouvernent. Ils traîneront assez longtemps devant les tribunaux pour finir par avoir l'air de victimes et donner l'image de héros dans un journal aussi capitaliste que La Presse, et des avocats sans grève (à quand une grève des avocats ?) mangeront les fonds amassés par un comité de bonnes âmes. La société même que les terroristes veulent détruire est assez molle et, indivisiblement, assez généreuse, pour se payer le luxe de les juger longuement et soigneusement. À Cuba, les mêmes hommes seraient tués à vue aussitôt qu'identifiés. Au fond, ces petits bonshommes ne risquent pas grand-chose. Même cof-

frés, ils ne feront jamais que quelques années de prison. J'en connais, de la première vague, qui ont été libérés avant 'leur temps', et qui ont travaillé pépèrement pour le gouvernement du Québec. D'autres poursuivent leurs études en France."

Jean-Paul Desbiens, *La Presse*, October 6, 1970.

(October 1970, Desbiens was chief editorialist at *La Presse*)

B- English translation of the éditorial of Jean-Paul Desbiens published in La Presse, October 6, 1970

"Terrorism"

[Retour à la table des matières](#)

Everyone now knows that a British Trade Attaché has been kidnapped by four men claiming to be members of the Front de Libération du Québec (FLQ). The FLQ has made known under what conditions it would free the diplomat: publication of the FLQ manifesto in the newspapers; payment of \$500,000 ; the rehiring of the Lapalme strikers; the liberation of twelve [sic] so called "political" prisoners; the naming of the informer who permitted the dismantling of an FLQ cell.

One can imagine other conditions: the list is open-ended. One can also imagine some other victim. A young girl, for example, would do very nicely; that would really shock the most sensitive amongst us.

That is why it is clear that neither the municipal government, the provincial government, nor the federal government should at any time give in to this blackmail. I don't mind if they appear to be giving in, on condition that they are sure of catching the malefactors. But they must simply not give in to the basic demands behind the blackmail. I have already discussed this in connection with the bombs which exploded on the night of 30 to 31 May last, and I repeat : there is nothing more disgusting than blackmail, except giving in to blackmail.

If one objects that there is a man's life at stake, it must be answered that terrorist figuring does not take account of the lives of men, and that to give up now, would be to commit oneself to pay the absolute price later on : thousands of lives and even the existence of the society, in which we live.

I am not particularly enamoured of this society; more specifically, I should say that I am not particularly enamoured of our civilization; the fact remains that I am not its elected guardian. The elected guardians of society do not have the right to venture into the path of concessions to terrorism. If they want to make any concessions at all, they would be better to hand over power straightaway to the FLQ, but we know they won't do so. In any case it is difficult to see how the FLQ could take over. The choice to be made by the guardians of our society is therefore clear: hold on to it; look after it. May the best man win !

The example of what happened in Jordan is conclusive: King Hussein was the only Arab leader to have recognized, in his land, a parallel power : that of the Palestinians. He tried to negotiate with them ; he tried to limit their authority; but in the end, these two powers had to recognize the existence of one another. To this day, the confrontation has resulted in ten to twenty thousand deaths (when it is far away, one does not count to the nearest number) and it is not finished.

Some twenty years earlier, Ben Gourion, the Israeli leader, gave the order to sink a vessel transporting weapons, which he could have used during his struggle at that time. He nevertheless gave the order to sink the vessel in question, with the purpose of refusing any sort of recognition of a parallel power. That is the way to govern, when one assumes the task of governing, and above all when one is elected to govern.

The terrorists are asking for the "denunciation" of the informer who permitted the break up of an FLQ cell. Imagine if the name of this person was ever known, he would have no more to do than to count his bones. It may be that in any event, there was no informer and the

police simply did their work well. Incidentally, it is amusing to talk of the police the day before this glorious anniversary of October 7th in Montreal. Long live public service strikes !

The terrorists are asking the newspapers to publish their manifesto. All the newspapers have received a copy of it. So far as we know, only one has published it : a newspaper whose speciality is popular news items, preferably with something bloody on the front page, and whose journalists are not syndicated. You can guess what "freedom of the press" would mean under the rule of the FLQ: publish or don't publish this or that or else I will kill you.

I maintain that I always prefer the classic criminal to this gang of outlaws, ready to use any means to achieve its end, the end being to exercise power without law in some corner of this planet. It is said that the terrorists "have studied" and therefore, they can package their crimes in ideological jargon. That gives them, according to a certain abstract social and irresponsible thought, the prestige of respectability. In the name of such respectability, however, their ambition is to submit mankind to their will.

The main thing is to keep calm. Nobody can win over people who are not so inclined. The terrorists' strength depends on an understanding with the people. There is no such understanding here. There will be more acts of terrorism, but it will not take root among our people. It is still a marginal phenomenon.

When the terrorists are locked up, there will be a trial according to the laws which govern us. The terrorists will drag out the process before the courts so as to give themselves the air of victims and the image of heroes in newspapers as capitalist as *La Presse*. The lawyers (when will there be a lawyers' strike ?) will consume the funds amassed for the defence by a group of generous souls. The society the terrorists wish to destroy is soft and generous enough to treat them to the luxury of a long and careful trial. In Cuba, these same persons would be killed on sight, as soon as they were identified. In the end, these guys are not risking very much. Even locked up, they will spend no mo-

re than a couple of years in prison. I knew the first wave of FLQ terrorists, who a few years ago were freed before their "time". They now work comfortably for the Government of Quebec. Others continue their studies in France.

(Traduction JPD)

C- Jean-Paul Desbiens on the October Crisis, 1970 - Four years later : 1974

"De l'assassinat de Pierre Laporte"

[Retour à la table des matières](#)

"Durant la crise d'octobre 1970, j'ai pris position publiquement dans l'exercice de mes fonctions d'alors à *La Presse*. J'étais pas mal tout seul de ma gang, comme il convient d'ailleurs à quelqu'un qui écrit et qui n'est pas un intellectuel.

"Pratiquement tous les intellectuels avaient pris un autre train. Ils étaient réunis par la haine de Trudeau et l'ambition du pouvoir, Ce ciment ne tient pas. On a vu, ces derniers temps, comment cette gang s'est égaillée : Jacques Godbout brette contre Victor Lévy-Beaulieu et le reste de la gang s'est rameutée contre Claude Ryan, qui avait pourtant fait de beaux efforts pour recevoir la confirmation, (lors d'un conflit de travail au journal *Le Devoir*.)

"Ma position, durant la crise d'octobre 1970, c'était (et c'est encore) qu'on ne doit sous aucun prétexte, admettre l'assassinat comme instrument politique; qu'on ne libérera pas les Québécois en commençant par assassiner un Québécois. Là-dessus, aucune nuance.

"Un père de famille, amoureux de sa femme et de ses enfants, m'avait alors expliqué longuement que tout cela n'était qu'un accident de parcours de l'Histoire et que j'avais bien tort d'aborder cette affaire d'un point de vue moral.

"Je comprend assez bien l'argument de l'accident de parcours de l'Histoire, mais ma lâcheté est telle que je préfère mourir du cancer à mourir étranglé par les soins d'un libérateur des peuples.

"Tels étaient mes sentiments, à l'époque, et tels ils sont encore..."

Jean-Paul Desbiens, from article published in *À Propos*, January 20 1974.

Reprinted in Jean-Paul Desbiens, 1986, pp. 282-283.

D- English translation
of article by Jean-Paul Desbiens-
Four years later : 1974

"On the Assassination
of Pierre Laporte"

[Retour à la table des matières](#)

During the October Crisis 1970, I took a public position in the exercise of my functions at La Presse at the time. I was pretty much a lone voice within my "gang", as befits someone who writes but is not an intellectual.

Practically all the intellectuals took another train. They were united by their hatred of Trudeau and their ambition for power. This cement did not hold. It has been seen, recently, how this group fell apart. Jacques Godbout quarrelled with Victor Lévy-Beaulieu and the rest of the group mustered themselves against Claude Ryan, who had made great efforts to receive their support, (during a labour conflict at the newspaper *Le Devoir*).

My position during the October Crisis 1970 was (and still is) that we cannot under any circumstances, permit assassination as a political instrument; that we cannot liberate Quebecois, by assassinating a Quebecois. On that, there can be no nuances.

A father, who loves his wife and children, explained to me at some length at the time that all of this was only an accident in the course of history and that I was very wrong to approach this business from a moral point of view.

I understand very well the argument of an accident in the course of history, but my cowardice is such that I prefer to die of cancer, rather than by strangulation at the hands of a liberator of the people.

Those were my feelings at the time and they still are...."

(Traduction JPD)

Fin du texte